



LA SUISSE ET LE FONDS MONDIAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA, LA TUBERCU- LOSE ET LE PALUDISME

FAITS ET CHIFFRES

Mandat

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme a pour mission de mobiliser et de distribuer des fonds supplémentaires afin d'accélérer l'éradication du sida, de la tuberculose, du paludisme et d'autres épidémies. Lorsqu'il alloue des ressources à des programmes locaux de développement, le Fonds mondial travaille en étroite collaboration avec les gouvernements, les organisations non gouvernementales (ONG), le secteur privé, les organismes de développement et les communautés affectées par ces maladies.

Type d'organisation

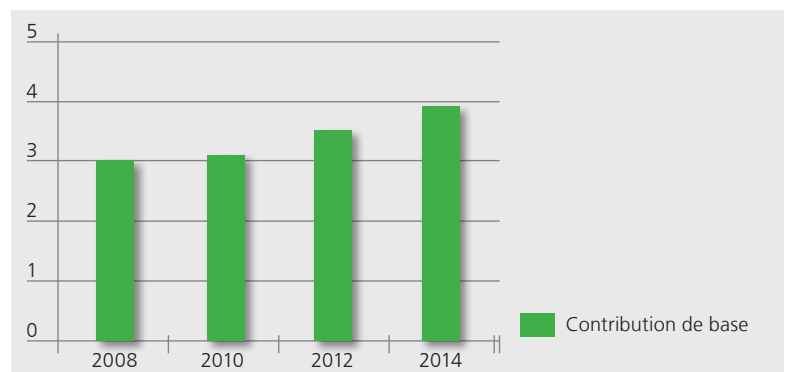
Fondation privée (de droit suisse)

Institution

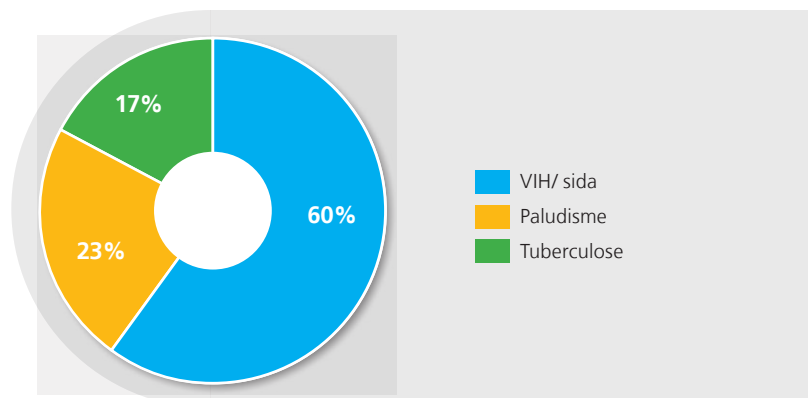
- **Direction de l'organisation** : Mark Dybul (USA), directeur exécutif
- **Siège** : Genève
- **Nombre de bureaux** : aucun
- **Nombre de collaborateurs (mars 2015)** : 686
- **Fondé en** : 2002
- **Conseil d'administration** : le Conseil d'administration est l'organe suprême du Fonds mondial. Il se compose de vingt mandants, répartis en deux groupes égaux: les exécutants et les donateurs. Depuis la mi-2015, la Suisse partage en alternance un siège avec l'Australie au sein de groupe de vote Canada – Suisse – Australie avec le Canada étant membre permanent du Conseil d'administration. Depuis 2015, Medicus Mundi Switzerland (MMS) représente la société civile suisse au sein de la délégation suisse auprès du Fonds mondial. Les travaux du Conseil d'administration est assuré par ses trois comités: le Comité de la stratégie, des investissements et de l'impact, le Comité des finances et des résultats opérationnels et le Comité d'audit et d'éthique. La Suisse est membre de ce dernier pour la période 2014–2015.

Site Internet : www.theglobalfund.org/fr

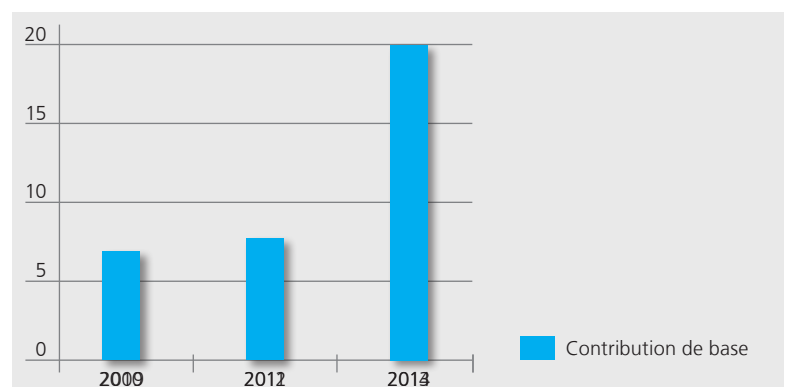
Contributions financières du Fonds mondial (en milliards USD)



Dépenses du Fonds mondial par domaine d'intervention (2014)



Contributions de la Suisse (en millions CHF)



Suisse

- **Contribution financière annuelle :**
 - **Contribution de base :** 20 millions de francs
- **Nombre d'employés suisses (mars 2015) :** 52

FONDS MONDIAL

Mandat

Créé à Genève en 2002, le Fonds mondial est une fondation indépendante à but non lucratif, qui a pour mission de mobiliser et de distribuer des fonds supplémentaires afin d'améliorer la prévention et le traitement du sida, de la tuberculose et du paludisme. Etant une institution essentiellement financière et non une entité opérationnelle, le Fonds mondial n'a pas de représentation physique dans les pays où il intervient, mais agit par l'intermédiaire de ses partenaires présents dans les pays cibles.

Le Fonds mondial alloue ainsi des ressources à des programmes de développement locaux et travaille en étroite collaboration avec les gouvernements, les organisations non gouvernementales (ONG), le secteur privé, les organismes de développement et les communautés affectées par les maladies en question.

Pour garantir la redevabilité, l'efficacité et l'efficacité des programmes soutenus, le Fonds mondial utilise un modèle de financement basé sur les performances. Selon ce modèle, le soutien fourni aux partenaires dépend des résultats obtenus, ces derniers étant appréciés à l'aide d'un système de suivi et d'évaluation performant.

Objectifs à moyen terme

Pour la période 2012 – 2016, le Fonds mondial compte contribuer à la réalisation des objectifs internationaux en sauvant 10 millions de vies et en évitant 140 à 180 millions de nouvelles infections par le VIH / sida, la tuberculose et le paludisme. A cela s'ajoutent des objectifs spécifiques à chacune des maladies, qui sont harmonisés avec ceux fixés par l'ONUSIDA, l'OMS et les partenariats 'Stop à la tuberculose et Faire reculer le paludisme'. Pour être à la hauteur de ses ambitions, le Fonds mondial continuera « d'investir pour maximiser l'impact » en appliquant les cinq stratégies suivantes :

- investir de manière plus ciblée dans les domaines où l'impact et l'optimisation des ressources recèlent un potentiel élevé et attribuer les ressources en tenant compte des stratégies nationales ;
- améliorer le modèle de financement afin d'allouer les ressources avec davantage d'anticipation, de souplesse, de prévisibilité et d'efficacité ;
- contribuer résolument au succès des projets cofinancés grâce à une gestion plus active et à un engagement plus ferme aux côtés des partenaires ;
- promouvoir et préserver les droits de l'homme dans le contexte de la lutte contre les trois maladies visées ;
- préserver les acquis et mobiliser des ressources en améliorant la pérennité des programmes sou-

tenus et en attirant d'autres moyens financiers de sources existantes ou nouvelles.

La mise en œuvre du nouveau modèle de financement est un élément essentiel de la stratégie 2012 – 2016 du Fonds mondial. Ledit modèle a été conçu pour aider l'organisation à réaliser des investissements plus stratégiques, à établir des partenariats pour améliorer la qualité des programmes soutenus et à inclure les enseignements tirés du mécanisme de financement précédent. Ce nouveau modèle a radicalement modifié et renforcé l'engagement du Fonds mondial aux côtés de ses partenaires et des acteurs opérationnels, par rapport à l'ancien système, qui fonctionnait par des cycles.

Le Fonds mondial intensifie ses relations avec les interlocuteurs nationaux et ses partenaires du développement au niveau des pays et conçoit ses programmes sur la base des stratégies nationales de santé. Il assume de la sorte son rôle d'acteur du secteur national de la santé parmi de nombreux autres et, dans la mesure du possible, s'implique toujours davantage dans les mécanismes de coordination existants au lieu d'en créer de nouveaux système parallèle (par ex. le mécanisme de coordination nationale du Fonds mondial).

Le dialogue avec les pays bénéficiaires vise à inclure toutes les acteurs concernés et sera organisé de manière plus systématique et régulière. Le secrétariat du Fonds mondial cherche à améliorer son soutien aux candidats tout au long de la procédure de demande, et à s'adapter davantage aux cycles des programmes nationaux. Les candidats bénéficient ainsi d'un calendrier plus flexible et de subventions prenant mieux en considération les ressources des partenaires opérationnels.

Résultats

Peu après sa création, le Fonds mondial est devenu le principal pourvoyeur mondial de financements dans le domaine de la santé. Il administre deux tiers des sommes destinées à la lutte contre la tuberculose et le paludisme et un cinquième des ressources internationales visant à combattre le sida.

Le Fonds mondial mobilise et investit chaque année près de 4 milliards de dollars dans des programmes mis en œuvre par des partenaires locaux (ONG, organismes gouvernementaux, organisations de l'ONU et secteur privé) dans plus de 140 pays. Les programmes appuyés par le Fonds mondial ont engrangé des succès décisifs, comme l'attestent les exemples ci-après.

Lutte contre le sida

Fin 2014, 8,1 millions de personnes suivaient un traitement antirétroviral grâce à des programmes financés par le Fonds mondial. C'est là un net progrès, puisque le nombre de ces personnes n'atteignait que 6,4 millions l'année précédente. Ce succès s'explique principalement par l'élargissement de l'accès aux antirétroviraux en Afrique subsaharienne.

Quant à la prévention, 3,1 millions de femmes en-

ceintes séropositives avaient, fin 2014, suivi un traitement destiné à éviter la transmission du virus à leur bébé, 423 millions de personnes avaient effectué un test VIH et ont reçu un counseling, 5,1 milliards de préservatifs ont été distribués et plus de 7,5 millions d'orphelins du sida avaient reçu des soins de santé et bénéficié d'une aide de base.

Lutte contre la tuberculose

En 2014, les programmes financés par le Fonds mondial ont permis de détecter et de traiter 13 millions de nouveaux cas de tuberculose, chiffre en hausse de 11 % par rapport à l'année précédente.

Fin 2014, ces programmes avaient permis de traiter 210 000 cas de tuberculose pharmaco-résistante, ce qui représente une progression de près de 55 % en l'espace d'un an.

Lutte contre le paludisme

En matière de prévention, les programmes soutenus par le Fonds mondial ont distribué 548 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide entre 2002 et fin 2014. Des professionnels financés par le Fonds mondial sont par ailleurs intervenus 58 millions de fois pour traiter l'intérieur de bâtiments à l'insecticide afin de prévenir la propagation de la maladie.

Quant au traitement, 515 millions de personnes atteintes de paludisme avaient été traitées grâce au Fonds mondial jusqu'à fin 2014.

Renforcer les systèmes de santé

Il est généralement admis que pour être performants, les programmes de santé, y compris ceux qui luttent contre le sida, la tuberculose et le paludisme, doivent impérativement s'appuyer sur un système de santé solide et accessible. Dans le cadre de sa stratégie actuelle, le Fonds mondial soutient avec plus d'un tiers de ses investissements l'amélioration des systèmes nationaux de santé. Cette activité ne figurait pas parmi ses priorités et était plutôt un de ses points faibles par le passé. Les membres du Conseil d'administration et les partenaires du Fonds mondial continuent de souligner la nécessité qu'il y a à accélérer les efforts et à accroître les investissements.

Lutte contre la fraude et la corruption

Le Bureau de l'Inspecteur général est l'organe indépendant du Fonds mondial qui est chargé d'effectuer des audits réguliers et, le cas échéant, de mener des enquêtes. Grâce à sa politique de transparence à l'égard du public et de tolérance zéro en matière de fraude et de corruption, le Fonds mondial est considéré par la communauté internationale comme l'une des organisations les plus transparentes en ce qui concerne l'allocation des ressources des donateurs et les actions judiciaires intentées pour fraude et corruption.

La nouvelle unité de gestion des risques créée en 2012 cherche à réduire encore davantage les risques financiers et opérationnels. Elle constitue un résultat important des réformes institutionnelles menées à bien en 2012.

Exemple concret

Tanzanie

Ayant reçu près de 1,5 milliard de dollars en 2014, la Tanzanie est le quatrième plus grand bénéficiaire du Fonds mondial. En 2014, 5 % des habitants de ce pays d'Afrique de l'Est, soit 1,4 million de personnes encore atteints du sida. La lutte contre le VIH / sida constitue dès lors une priorité en Tanzanie et le Fonds mondial soutient cet effort depuis 2004.

Avec l'investissement de 908 millions de dollars, le Fonds mondial visait à généraliser l'accès au traitement du VIH pendant les 15 dernières années. A la fin de 2015, près de 650 000 personnes ont eu accès au test du VIH et au traitement antirétroviral. La DDC a contribué à la mise sur pied de ce financement au niveau national par l'intermédiaire de son bureau de coopération, mais aussi au niveau du siège, en participant au Comité d'approbation des subventions du Fonds mondial. Dans le cadre du nouveau modèle de financement, une nouvelle subvention de 307 millions USD est actuellement à l'étude afin de consolider les acquis.

Le Fonds mondial aide par ailleurs la Tanzanie à renforcer ses systèmes de santé et à contrôler le paludisme et la tuberculose. Un total de 35 millions USD a été déboursé à ce jour afin de lutter contre la tuberculose. Résultat : les taux de détection et de traitement ont bondi et le taux de mortalité imputable à cette maladie recule.

SUISSE

La lutte contre les maladies transmissibles figure au nombre des grandes priorités de la coopération suisse au développement dans le domaine de la santé. Elle participe de la volonté de réduire les inégalités et de renforcer les systèmes de santé en orientant davantage les services de ceux-ci sur les besoins des personnes démunies.

Dans la lutte contre le VIH et le paludisme, la Suisse œuvre aussi bien au niveau national qu'international. Elle encourage les échanges et les synergies entre ces deux niveaux pour rendre plus cohérentes ses actions et celles de ses partenaires. La collaboration avec le Fonds mondial contribue considérablement aux objectifs de la coopération Suisse en matière de santé.

Objectifs de la Suisse à moyen terme

Dans le cadre de sa coopération internationale en matière de santé, la Suisse poursuit les objectifs suivants en lien avec le Fonds mondial :

- réduire le fardeau du VIH / sida et du paludisme en menant à bien des actions ciblées, en veillant à l'efficacité de ses investissements et en coordonnant ses interventions avec ses partenaires ;
- aligner son soutien avec les stratégies et priorités nationales ;

- renforcer la contribution du Fonds mondial aux efforts destinés à améliorer l'efficacité de l'aide aux niveaux local et mondial ;
- apporter son appui aux mécanismes de suivi et s'engager aux côtés des Etats afin de mieux rendre compte des besoins des pays et des réalités au niveau mondial (approche bilatérale / multilatérale) ;
- plaider pour que le renforcement des systèmes de santé soit pris en considération dans l'attribution des subventions et encourager les pays à y allouer spécifiquement davantage de ressources internes (cofinancement).

Résultats de la collaboration entre la Suisse et le Fonds mondial

Grâce à sa contribution active aux travaux de divers comités et au sein de sa circonscription avec le Canada (et avec l'Australie depuis mars 2015), la Suisse a été en mesure d'influencer sur un certain nombre de débats et de décisions du Conseil d'administration du Fonds mondial.

- Malgré une contribution financière relativement modeste, la Suisse jouit d'un poids qui dépasse son rôle de simple membre siégeant en alternance pour sa circonscription au Conseil d'administration du Fonds mondial, à la faveur de sa crédibilité et sa forte implication ; la Suisse a également été nommée au Comité d'audit et d'éthique pour 2014 – 2015.
- Au sein de ce comité, la Suisse a étroitement collaboré au développement de la politique actuelle de gestion des risques et du cadre éthique du Fonds mondial.
- Elle a contribué à la définition des indicateurs-clés de performance du secrétariat et des résultats attendus pour la période 2014 – 2016.
- Au sein de son groupe de vote, la Suisse a participé activement aux discussions relatives aux conditions des opérations qui se déroulent dans des contextes fragiles, et s'est concentrée sur les différents niveaux de risque acceptés ou tolérés dans les approches humanitaires et de développement.
- Elle a également collaboré au développement du cadre régissant les partenariats entre le Fonds mondial et ses principaux partenaires (OMS, ONU-SIDA, etc.) en matière de contributions financières.
- La Suisse a fait œuvre de pionnière en présentant les opinions des pays bénéficiaires sur la stratégie et les opérations du Fonds mondial afin de renforcer les stratégies nationales au travers d'un dialogue politique cohérent.
- Enfin, la Suisse a abordé à diverses reprises la question d'un mécanisme de coordination nationale. Ces efforts ont abouti à l'élaboration d'une initiative spécifique conjointe à la DDC, au Fonds mondial et à l'agence allemande du développement (GIZ), dont le but est d'actualiser l'approche actuelle d'ici à 2016.

DÉFIS DU FONDS MONDIAL

Si le Fonds mondial affiche des résultats impressionnants, des défis de taille l'attendent au niveau des pays bénéficiaires et mondial. La réforme de 2011 – 2012 a débouché sur de profonds changements organisationnels, redéfinissant notamment la gestion financière. Le nouveau modèle de financement a apporté plusieurs améliorations substantielles dans l'harmonisation des subventions avec les priorités et les partenariats nationaux. Un certain nombre de difficultés subsistent toutefois avant que la nouvelle stratégie prévue pour la période 2017 – 2021 n'entre en vigueur. Le Fonds mondial devra.

- passer d'une culture et de programmes fondés sur les interventions humanitaires à une approche centrée sur les défis concrets en matière de développement en s'associant plus étroitement aux objectifs pour le développement durable (ODD) de l'ONU et en consolidant les partenariats stratégiques dans le contexte de la gouvernance sanitaire mondiale (p. ex. ONUSIDA, OMS) ;
- modifier les stratégies de sélection des bénéficiaires pour accorder la priorité aux groupes ayant les besoins les plus importants et non aux pays à faible revenu (cibler les plus démunis) ;
- abandonner son statut d'organisation purement financière (fonds) pour devenir un partenaire du développement à part entière en adhérant aux principes de Paris, Accra et Busan, en intervenant plus activement dans les politiques du développement, en s'intégrant davantage aux processus internationaux (ODD, Financement du développement durable etc.) et en participant à la définition de l'architecture mondiale de la santé ;
- explorer les possibilités de devenir un acteur généraliste de la santé en élargissant son champ d'action ;
- encourager l'innovation et établir un juste équilibre entre les investissements nationaux et les investissements stratégiques dans des biens publics mondiaux, régionaux et nationaux.

Le Fonds mondial est également confronté à des défis opérationnels, dont la mise en œuvre du modèle actuel de financement (Un partenariat plus étroit du secteur privé dans le financement du Fonds demeure un objectif central) et la concrétisation intégrale du nouveau modèle d'assurance combinée, de la politique de gestion des risques et de l'initiative en matière d'éthique.

La Suisse suit de près les discussions et les décisions relatives aux stratégies et au mode de fonctionnement du Fonds.

Contact:
health@eda.admin.ch